

DIRECTION
DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de l'Urbanisme
et de l'Environnement

République Française

PREFECTURE DE LA HAUTE-MARNE

LE PREFET DE LA HAUTE MARNE

INSTALLATION CLASSEE N°3389 - Société des FONDERIES DE JOINVILLE.
ARRETE IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES.

Vu la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 34.1° et 18 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1735 du 30 mai 1991 autorisant la société des FONDERIES DE JOINVILLE à poursuivre son activité ;

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, en date du 2 juin 1997 faisant connaître la cessation d'exploitation de la Société des Fonderies de Joinville à JOINVILLE ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la remise en état du site afin de garantir les intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 pré-citée ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa réunion du 27 JUIN 1997;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La société des FONDERIES DE JOINVILLE, représentée par Maître DECHRISTE, syndic-liquidateur domicilié à SAINT-DIZIER (BP 236 - 52106 SAINT DIZIER Cédex) est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour la remise en état des sites de ses installations sises sur la commune de JOINVILLE, c'est-à-dire ses bâtiments de production de la route de la forge ainsi que sa décharge de sables de fonderie du lieu-dit " le Néprix".

Les sites remis en état sont tels qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger ou inconvénient, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2 : Sécurité publique

Toutes les mesures sont prises pour interdire l'accès au site de production ainsi qu'à la décharge de sables. Un affichage rappelle cette interdiction d'accès sur les deux sites.

ARTICLE 3 : Enlèvement des déchets

3.1 - Inventaire des déchets présents et caractérisation

Tous les déchets présents sur le site de production doivent être évacués vers des installations dûment autorisées à les recevoir. Il incombe au responsable désigné à l'article 1 de s'assurer de cette autorisation.

Il est procédé de la même manière pour tous les déchets, autres que des sables de fonderie à faible teneur en phénols, présents sur le site de la décharge de sables.

3.2 - Déchets spéciaux

Tout enlèvement de déchets spéciaux, en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances, donne lieu à :

- une opération de pesage,
- l'émission d'un bordereau de déchets dûment visé, à terme, par la personne physique ou morale autorisée à éliminer ou valoriser ces déchets,
- l'inscription sur un registre reprenant:
 - la date d'enlèvement,
 - le tonnage,
 - la description du (des) déchets et les références d'analyses éventuelles,
 - le transporteur
 - l'identité et les coordonnées du centre d'élimination ou valorisation des déchets
 - le numéro du bordereau de suivi.

A ce registre sont annexés les résultats d'analyses. Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Une copie des pages du registre pour le mois (N) est adressée au plus tard le 10 du mois (N + 1) à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - 1, Boulevard Thiers - 52 000 CHAUMONT.

3.3 - Autres déchets

Les autres types de déchets éliminés font l'objet du même suivi que les déchets spéciaux mais l'émission d'un bordereau de suivi n'est pas demandée.

ARTICLE 4 : Infrastructures

Tous les réservoirs, contenants et canalisations associées sont vidés de leur contenu. Les déchets collectés seront éliminés comme dit à l'article 3. S'ils sont enterrés, ces derniers sont, après vidange, soit retirés du sol, soit remplis à refus de substances minérales inertes.

Tous les égouts internes au site de production sont curés jusqu'en limite aval du raccordement, soit sur un égout public, soit sur le milieu récepteur. Les déchets de curage solides et liquides sont éliminés comme dit à l'article 3.

Tous les vides de la surface du sol (hormis les accès aux égouts) sont comblés jusqu'au niveau du sol environnant à l'aide de substances minérales inertes.

ARTICLE 5 : Etude des sols du site

5.1 - Définition

Une étude de la pollution potentielle des sols doit être entreprise, sur le site de production ainsi que sur celui de la décharge de sables, par un tiers expert indépendant dont le choix est soumis à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées.

Cette étude doit comporter notamment :

- l'analyse historique du site visant à déterminer les types, modes et lieux de production, de transit et stockage de substances toxiques ou de déchets,
- la synthèse des connaissances disponibles sur l'environnement, la détermination de la vulnérabilité des milieux (contextes géologique, hydrogéologique, hydrologique et climatique),
- sur le terrain, un examen visuel et des travaux d'investigation (reconnaitances géophysiques, campagnes de détection de gaz, campagnes de prélèvements et d'analyses d'échantillons de produits, de résidus, de sols, d'eaux, éventuellement d'air, de végétaux et d'organismes vivants).

5.2 - Echéancier

La proposition de tiers expert, le cahier des charges de l'étude, le bon de commande et l'étude de sols proprement dite sont à adresser en deux exemplaires à l'inspection des installations classées dans les délais définis ci-dessous.

DÉSIGNATION DU DOCUMENT	DÉLAI A COMPTER DE LA DATE DE NOTIFICATION DU PRÉSENT ARRÊTE PRÉFECTORAL
Proposition de tiers expert	1 mois
Cahier des charges et bon de commande de l'étude	2 mois
Etude de sols	7 mois

ARTICLE 6 : Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations, inopinées ou non, sont à la charge de l'exploitant ou de son représentant.

ARTICLE 7 : Déclaration de remise en état

Au terme des travaux prescrits par le présent arrêté, la société des FONDERIES DE JOINVILLE ou son représentant en informe Madame le Préfet de la HAUTE-MARNE.

ARTICLE 8 : Mutations foncières

Toute opération de publicité relative à la mise en vente de tout ou partie du site comporte obligatoirement, conformément aux dispositions de l'article 8-1 de la loi n° 76.663 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement :

- une information sur le fait que le site a reçu l'exploitation d'une installation classée soumise à autorisation et sur les dangers et inconvénients importants qui en résultent,
- une information sur les conditions de remise en état telles qu'en dispose le présent arrêté.

ARTICLE 9 : Echancier

Les différentes étapes de remise en état du site prescrite par le présent arrêté sont réalisées au plus tard dans les délais indiqués ci-après, comptés à partir de la notification du présent arrêté:

- | | |
|---|-----------------------|
| - Art. 2/ sécurité publique | 1 mois |
| - Art. 3/ enlèvement des déchets | 2 mois |
| - Art. 4/ infrastructures | 9 mois |
| - Art. 5/ étude des sols | 7 mois (cf. Art. 5.2) |
| - Art. 7/ déclaration de remise en état | 11 mois |

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS DIVERSES.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Châlons en Champagne. Le Délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 11 - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché :

- par les soins du pétitionnaire de façon permanente et visible sur les lieux de l'établissement autorisé ;
- par le Maire de Joinville à la mairie pendant une durée minimale d'un mois.

Un avis sera inséré par mes soins et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

ARTICLE 12 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne, M. le Sous-Préfet de Saint-Dizier, M. le Maire de Joinville, Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne-Ardenne, L'Ingénieur de l'Industrie et des Mines, Le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Le Directeur Départemental de l'Équipement, Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à M. Le Directeur de la Société des FONDERIES DE JOINVILLE et à Maître DECHRISTE, syndic-liquidateur à SAINT DIZIER.

A Chaumont, le **30 JUIL 1997**

Pour ampliation
Pour le Secrétaire Général
et par délégation
Le Directeur des Libertés Publiques



Monique HAMAN



Elisabeth ALLAIRE

